

# le poing colmarien

## édito

Nous venons de vivre en France un moment exceptionnel : le débat citoyen a mobilisé toute la population. Il ne s'est pas limité aux élites ou aux spécialistes. Les médias traditionnels, honteusement unilatéraux, ont été complètement dépassés. Un travail en profondeur a été réalisé par des partis politiques, mais surtout par de nombreux syndicats et associations, par les militants de terrain au plus près des gens.

Ce débat a révélé un attachement profond à l'idée européenne et une forte attente à son égard.

Il en est sorti un cri : **assez de libéralisme et de déréglementation, assez d'insécurité sociale et de précarité, assez de chômage et de délocalisations, de démontage des protections sociales et de casse des services publics.**

C'est le cri du peuple français : le résultat du scrutin à **Colmar** est révélateur. Même si le oui est majoritaire, il régresse de 12 points par rapport à Maastricht et se concentre dans les quartiers favorisés. Les quartiers périphériques, en particulier ceux de l'ouest se sont massivement associés à ce cri.

(suite page 2)



# et maintenant ?

et maintenant ?

Ce cri citoyen doit être entendu !

Il révèle une crise profonde de notre démocratie. Alors que plus de 80% des parlementaires auraient ratifié cette constitution, le peuple a massivement rejeté ce texte. Le parlement, dans sa composition et son fonctionnement actuels ne représente plus l'opinion des citoyens, dans leur diversité. Nos institutions doivent être rénovées pour associer les citoyens aux prises de décision, au-delà des rendez-vous électoraux.

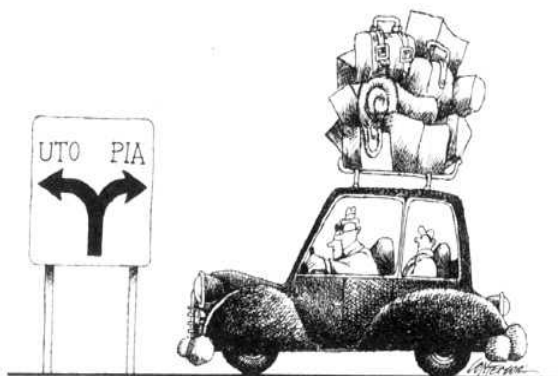
C'est un cri d'espérance ! Il a été poussé par une multitude de gens qui ont la certitude que l'on peut faire autrement, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen.

Que l'on se soit prononcé pour ce texte constitutionnel en espérant changer les choses de l'intérieur, ou que l'on se soit prononcé contre afin que s'exprime enfin une opposition de front contre les politiques libérales et antisociales menées depuis 30 ans, nous devons nous rassembler pour répondre à cette immense espérance : faire changer à tous les niveaux de la société, au niveau européen, au niveau national et au niveau local, en particulier à Colmar, la politique sociale et économique.

Nous voulons une société au service de l'humain. Nous savons que c'est possible.

A Colmar, dans les luttes quotidiennes comme pour les prochaines échéances politiques le Parti Communiste, avec ses partenaires rassemblés dans la diversité, avec les citoyens colmariens, leurs syndicats et leurs associations apportera sa contribution à ce changement radical aujourd'hui plus que jamais nécessaire.

**Guy PETERSCHMITT - Conseiller Municipal**



*A Colmar, ça se passe comme ça*

## **La Piscine Aqualia (suite)**

Dans le précédent numéro du « Poing colmarien », nous avons évoqué les défauts de construction qui étaient gênants autant pour l'état de l'installation que pour les conditions de travail du personnel.

Voici un nouveau petit fait significatif de la considération qui est accordée à ce personnel. Entre les vestiaires et l'accès aux douches et à la piscine, il y avait un banc sur lequel pouvaient s'asseoir des usagers en attendant des amis encore affairés dans les vestiaires ou les douches. Il y avait aussi des « mamies » qui s'y reposaient pendant que les parents s'occupaient des bébés sur la table à langer toute proche.



Et le personnel aussi, utilisait ce banc, pendant un moment de « creux » entre deux travaux, ce qui était d'ailleurs tout à fait sympathique pour les usagers qui trouvaient là l'occasion d'échanger quelques mots amicaux avec les agents ou de leur demander des renseignements ou un petit coup de main.

Mais du personnel assis sur un banc pendant quelques instants, voilà un scandale qui n'est pas tolérable au moment où le tandem Medef – gouvernement nous explique à longueur de télé et de grande presse que les Français ne travaillent pas assez ! Alors les thuriféraires locaux des Chirac – Villepin – Sarkozy ont trouvé une solution : ils ont supprimé le banc.

Tant pis pour le personnel et les usagers ! Mais en forçant les agents à rester debout... est-ce que ça fera baisser les prix élevés d'accès à la piscine ? !

**RB**

## Moyen Orient : pour une coopération Alsace-Palestine

Des nouvelles inquiétantes nous viennent de cette partie du monde où la politique de l'Etat d'Israël empêche tout progrès vers un règlement pacifique : poursuite des **confiscations de terres** et **extension des colonies**, poursuite de la **construction illégale du mur**, poursuite des **raids militaires** contre la population...malgré la trêve observée jusqu'ici par les divers mouvements palestiniens.

Bien sûr la reprise des attentats contre des civils est condamnable. Elle est d'ailleurs condamnée par l'immense majorité de la population palestinienne et par le gouvernement palestinien lui-même.

Dans cette situation inextricable créée par la poursuite de la politique coloniale d'Israël, des initiatives de résistance civile pacifiques, qui représentent l'essentiel de l'action du peuple palestinien qui lutte au quotidien pour vivre et rester au pays, sur ses terres, méritent d'être reconnue.

C'est pourquoi, l'**Association France Palestine Solidarité du Haut-Rhin** a initié avec des paysans et des femmes rurales de Palestine un projet de coopération pour le développement rural dans la région de **Qalkyia**, en Cisjordanie.

Il s'agit d'abord pour 250 paysans de créer un moulin de pressage pour produire de l'huile d'olive de haute qualité, pouvant être écoulée sur le marché international et ainsi surmonter le boycott israélien des produits palestiniens.

Ensuite avec les femmes rurales pour le développement il s'agit de créer un magasin coopératif dont les bénéfices seront affectés au financement de micro-entreprises familiales permettant à quelques 120 familles de produire les biens de première nécessité.

Montant du projet : 68 000 €. La Confédération Paysanne d'Alsace, l'Association Foire Bio de Rouffach et l'AFPS 68 ont rassemblé 20 000 € (souscription, vente d'huile d'olive).

Aujourd'hui, nous nous félicitons de décisions du Conseil Général du Haut-Rhin, de la Région Alsace et de la Ville de Kaysersberg qui ont décidé de financer le projet à hauteur de 19 000 €.

L'initiation de cette coopération Alsace Palestine est un grand progrès pour la paix, dans la mesure où elle aide le peuple palestinien à survivre sous l'occupation militaire. Mais bien plus elle fait connaître toute la partie cachée de la résistance palestinienne et qui en constitue l'essentiel : une lutte civile pacifique pour la défense des droits de la population.

Il manque encore 16 000 € pour boucler le financement du projet. Nous sollicitons d'autres communes du Haut-Rhin en les invitant à s'associer au Conseil Général du Haut-Rhin et à la Région Alsace en participant au financement.

**Mais nous relançons également la souscription à laquelle nous invitons les lecteurs à s'associer. Objectif : boucler le montage financier d'ici la fin de l'année.**

Pour tout contact sur Colmar :  
AFPS68 - Guy PETERSCHMITT  
03 89 24 27 87  
g.peterschmitt@calixo.net

### Frisson d'inquiétude sur le parvis du Conseil général

Sur le parvis du Conseil général, avenue d'Alsace à Colmar, il y avait cinq mâts servant de hampes pour drapeaux. Quatre mâts sont occupés en permanence, par les emblèmes français, européen, régional et départemental. La cinquième hampe est libre pour y placer des étendards en rapport avec des événements d'actualité.

Or, le lundi 4 avril, des militants de la CGT, réunis comme souvent sur le parvis du Conseil général pour protester contre la politique de casse sociale de Raffarin, avaient hissé un drapeau rouge portant le sigle CGT pendant le temps de leur présence.

Pour éviter le renouvellement d'une aussi dramatique agression, la présidence du Conseil général a pris la sage décision d'enlever ce cinquième mât !!!

Toutefois, récemment, ce cinquième mât a repris sa place pour y faire flotter un oriflamme à la gloire du Conseil général du Lot et Garonne qui fut, en 1939, le département d'accueil des nombreux Haut-rhinois évacués pour ne pas être exposés aux combats entre les armées françaises et allemandes.



Mais après cet hommage rendu à ce département d'accueil, le mât est à nouveau vide, mais toujours en place. On frémit par avance à ce mât libre dont pourraient à nouveau s'emparer les hordes de la CGT, une hypothèse d'autant plus probable que **Bernard Thibault**, secrétaire général de la CGT a annoncé que les salariés ne resteront pas les bras croisés face aux mesures antisociales du trio Villepin – Breton – Sarkozy. †

RB

**pub**

*A Colmar, ça se passe comme ça*



**UN BUS POUR LA FETE DE L'HUMANITE**  
 Au départ de Mulhouse  
 le vendredi 9 septembre à 22 heures,  
 retour le lundi 12 vers 5 heures.

Mulhouse-Paris et retour, l'entrée à la fête, le petit-déjeuner du samedi matin au stand Alsace : 95 € !  
 Sur place : hébergement en camping (gratuit) ou hôtels disponibles à Paris.  
 Votre correspondant pour la fête de l'Huma :  
**Didier Duchêne, 9 rue des bouleaux 68560 Hirsingue**  
 pcfsundgau@free.fr

**pétition**

**Le 29 mai, les Français ont dit NON, il faut respecter leur vote.**

Les soussignés exigent :

- Le retrait par le président de la République de la signature de la France
- Le retrait de la directive Bolkestein et de toutes les directives de mise en oeuvre des politiques libérales.
- La suspension de toutes les directives imposant la mise en concurrence des services publics et l'arrêt de la privatisation d'EDF GDF et du bradage de 6% de France Télécom
- Des mesures de convergence sociales et fiscales permettant de lutter contre le dumping social et les délocalisations.
- Le retrait de l'éducation, de la santé et de la culture du champ des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).
- Une redéfinition du statut de la Banque centrale européenne, pour la mettre au service de l'emploi et du développement humain.
- L'annulation de la dette des pays pauvres

**Bonne gestion à la Caisse d'Épargne de Colmar**

À la Caisse d'Épargne de Colmar, comme dans beaucoup de services publics ou de commerce, les usagers prenaient un ticket portant le numéro d'attente de leur passage aux guichets.



Depuis quelques temps, on n'a plus besoin de prendre de ticket. On pourrait à priori penser que cette suppression du ticket d'attente signifie que la Caisse d'Épargne a embauché suffisamment de monde pour qu'il n'y ait plus file d'attente. Mais à l'intérieur de l'établissement, on constate qu'il n'y a pas plus de personnels pour accueillir les clients aux guichets.

Conclusion : si vous ne voulez pas faire la queue, utiliser les appareillages automatiques qui font le même service que les agents. Cette solution sera sûrement particulièrement agréable pour les personnes âgées peu familiarisées avec l'utilisation de l'outil informatique.

Remplacer le personnel par des machines, ça c'est de la bonne gestion dans l'économie libérale. Et voilà comment « l'Écureuil » apporte sa contribution à la création d'emploi !!

**RB**



Nom et prénom	Adresse	signature

A remettre à un(e) militant(e) du PCF ou à envoyer au PCF 9 rue de Bantzenheim 68100 Mulhouse